



Déclaration liminaire UNSA

Assemblée plénière du CIAS du 14 avril 2021

Madame la Directrice Générale,

Mesdames et messieurs les membres du CIAS,

« Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir ? »

« Je ne vois que les RIA qui se noient et les chèques-vacances qui ploient ! »

L'UNSA Fonction Publique est très inquiète de l'état de santé des restaurants interadministratifs (RIA). Ceux-ci font toujours face à la forte baisse de fréquentation due à la crise sanitaire et, en conséquence, à une trésorerie fragilisée. Un certain nombre est impacté par les difficultés d'installation et fonctionnement des secrétariats généraux communs départementaux, créés au 1^{er} janvier 2021. Des retards de paiement des subventions de fonctionnement par ces secrétariats généraux communs grèvent un peu plus cette trésorerie fragilisée, menaçant des RIA dans leur existence.

Depuis le début de la crise sanitaire, l'UNSA Fonction Publique alerte quant aux importantes difficultés subies par la restauration collective. Elle avait demandé une aide juridique, il a fallu six mois pour que la DGAFP comprenne à minima la nécessité de cette aide face aux prestataires. Faudra-t-il attendre encore six mois pour se pencher sur cette situation alarmante et attendre la disparition de plusieurs RIA ? Lors de l'assemblée plénière du CIAS du 13 janvier, la DGAFP, par votre voix, Mme la Directrice Générale, affirmait vouloir présenter un état des lieux financiers des RIA, au cours du 1^{er} trimestre 2021. Ce travail de recensement est-il finalisé, pour une présentation rapide ? Si c'est le cas, alors les réponses à apporter devront être prises dans un délai court. Ce qui est en jeu, c'est la restauration des agents et par conséquent leur qualité de vie au travail.

L'UNSA Fonction Publique rappelle sa demande de mise en place d'un observatoire des bonnes pratiques de la restauration administrative (RIA et RA).

L'impact de la crise sanitaire sur la prestation Chèques-vacances est fort. Il en montre les faiblesses structurelles.

Les plans à servir en 2021 sont en recul de près de 14 % par rapport à ceux servis en 2020. Les plans ouverts sur la période janvier-février 2021 et à servir en 2022 sont, sans surprise compte tenu du contexte, en recul de 54 % par rapport à la même période. Par ailleurs, l'UNSA Fonction Publique rappelle que l'objectif budgétaire de 2020 n'a été atteint que par un abondement supplémentaire pour les agents de moins de 45 ans. Nous aurions préféré un abondement pour tous les agents.

La sous-consommation actuelle est structurelle et nous devons sortir de ces démarches de rééquilibrages conjoncturels qui ne règlent pas durablement le problème. Le plan de communication doit atteindre tous les agents éligibles à cette prestation. La fidélisation doit être renforcée. L'UNSA Fonction Publique revendique un raccourcissement de la période d'épargne minimale ramenée à deux mois, répondant mieux au mode de consommation des jeunes agents. Elle rappelle sa revendication pour un abondement exceptionnel pour tous les agents.

Sans s'arrêter à ces deux prestations, pour l'UNSA Fonction Publique, l'action sociale qu'elle soit interministérielle ou ministérielle participe directement à la qualité de vie au travail des agents, mais également au mieux-vivre de l'agent et de sa famille, sans qu'elle soit un élément salarial. Pour qu'elle atteigne tous les agents, la communication institutionnelle doit utiliser tous les vecteurs à sa disposition, notamment ceux de proximité. La mutualisation de fonctions support, à travers la création des secrétariats généraux communs départementaux a éloigné la fonction RH d'un certain nombre. Le « dernier kilomètre » doit être franchi pour que l'action sociale interministérielle ou ministérielle soit connue et utilisée par tous les agents. Si tel était le cas, alors ceux-ci vivront, nous n'oserons dire plus heureux, mais mieux.